

jumeaux, qui avaient souffert d'une naissance difficile, avait subi un échec grave (affectation à une "classe parallèle"); parmi leurs 39 frères et sœurs élevés par leurs familles biologiques, on a trouvé 24 enfants en situation d'échec, dont 12 d'échec grave.

Comment ne pas prendre au sérieux de tels résultats ? Ils signifient en clair que l'accès à notre société est en pratique refusé à près du tiers des enfants des classes défavorisées, non pas en raison d'une infériorité biologique devant laquelle nous devrions nous incliner, mais en raison de l'environnement dans lequel ils sont plongés. Et l'école est l'instrument de ce barrage.

Il ne s'agit pas là d'une déclaration démagogique, mais la constatation d'un fait. Il donne une mesure de l'effort à réaliser pour aboutir à une réelle égalisation des chances.

Les résultats aux classiques "tests d'intelligence" confirment les indications fournies par les taux d'échec scolaire. Reproduisons les moyennes observées tout en restant conscient de l'imprécision de leur signification. La moyenne des QI des 35 enfants adoptés est de 108,7, celle de leurs frères et sœurs élevés par leurs familles, de 94,6. On peut rappeler que l'enquête menée par l'Institut National d'Etudes Démographiques sur plus de 100 000 enfants d'âge scolaire a trouvé des moyennes de QI égales à 108,9 chez les enfants de "cadres" et de 94,8 chez les enfants d'"ouvriers peu qualifiés". La coïncidence quasi-parfaite ne doit pas faire illusion; elle permet cependant de conclure que les enfants observés par l'INSERM ont un QI pratiquement égal à celui des enfants de la catégorie sociale dans laquelle ils ont été élevés, et très supérieur à celui des enfants de la catégorie sociale à laquelle ils appartenaient à leur naissance.

35 ENFANTS ADOPTES ET LEURS 39 FRERES ET SOEURS

Certes les effectifs observés sont faibles, mais compte tenu des précautions méthodologiques, la leçon à tirer est claire : l'hérédité sociale, c'est-à-dire la transmission du statut social de parents à enfants, de la réussite ou de l'échec, a pour support essentiel le milieu; celui-ci a un effet assez puissant pour occulter les éventuelles conséquences de différences génétiques.

Mais l'on peut, avec Michel Schiff, poursuivre la réflexion et prendre conscience, à partir de ces données, de l'effroyable gaspillage d'intelligence qu'entraînent les échecs auxquels conduit notre actuel système scolaire.

Se basant sur les statistiques de l'INSEE et du ministère de l'Education Nationale, on peut constater que la sélection par l'échec frappe très différemment selon les classes sociales :

— 2 % des enfants de cadres supérieurs ne peuvent entrer dans une classe de 6^e normale, mais pour les enfants d'ouvriers non qualifiés cette proportion atteint 34 %,

— 50 % des premiers n'entrent pas en classe de seconde C, 96 % des seconds, — 54 % des premiers n'entrent pas à l'Université, 96 % des seconds.

"Bien sûr, répondrait le pédo-psychiatre déjà cité, cela prouve que les seconds ont des capacités intellectuelles innées moins favorables que les premiers."

Les observations de l'INED sur les enfants des différentes classes sociales montraient déjà combien les écarts de "potentiels intellectuels" tels que tente de les révéler le QI, ne peuvent expliquer les écarts de réussite. Environ 10 % des enfants d'O.S. ont un QI inférieur au seuil correspondant à l'échec des enfants des cadres pour l'entrée en classe de 6^e, mais, nous l'avons vu, 34 % d'entre eux sont éliminés à ce stade. Pour l'entrée à l'Université 12,5 % dépassent le seuil, mais moins de 4 % réussissent. Les causes de l'élimination sont donc, pour l'essentiel, indépendantes des performances intellectuelles.

Cette conclusion est encore amplifiée si l'on tient compte de la modification de ces performances en fonction du milieu. Le "rattrapage" qu'a mis en évidence l'enquête de l'INSERM est nettement supérieur à 50 %. Dans ces conditions on peut estimer à 95 % au moins le gas-

pillage du potentiel intellectuel.

Nous sommes donc très loin d'utiliser les capacités disponibles : dans leur immense majorité les échecs que nous constatons n'avaient rien de fatal.

Constatant le rôle néfaste que peut avoir le système éducatif; Ivan Illich a donné à l'un de ses livres ce titre provoquant : "Une société sans école". Certes, l'école peut contribuer à une inégalisation des chances, mais elle n'est qu'un élément d'une structure plus vaste. Ce qui est en cause est le droit pour chacun d'accéder à la connaissance; pour que ce droit soit satisfait, à l'égal du droit pour les malades d'accéder aux soins, un effort de tout le corps social est nécessaire. Plutôt qu'une société sans école, c'est une société où tout soit école qu'il faut souhaiter.

Apprendre, interroger, comparer les réponses, peu à peu nous construire nous-même en faisant suivre notre connaissance hasardeuse et subie, d'une connaissance organisée et voulue, sont des besoins que la société doit s'organiser pour commencer à satisfaire. Nous ne leur donnons actuellement que ces caricatures de réponse. Ne cherchons pas la cause des échecs individuels dans les chromosomes, alors qu'à l'évidence elle se situe dans une organisation sociale qui néglige les véritables besoins.

Albert JACQUARD

(1) P. Debray-Ritzen. Lettre ouverte aux parents des petits écoliers. Albin Michel — 1978.

(2) P. Debray-Ritzen — op. cit. p. 60.

(3) Enfants de travailleurs manuels adoptés par des cadres — INED 27, rue du Commandeur, Paris.

(4) M. Schiff — Psychologie — Décembre 1980, pp. 51-56.

kopelle

21 faubourg poissonnière
paris

tiot

TRAITEMENT & ASSISTANCE TECHNIQUE

TRAITEMENT THERMIQUE D'OUTILLAGE EN ACIER RAPIDE

24, CHEMIN LATERAL NORD
93300 AUBERVILLIERS
☎ 833.92.81

T.T. ACIERS A OUTILS
80800 CORBIE
☎ (22) 48.20.44

OCTOBRE A PARIS

ELIE KAGAN

Les forces de l'ordre chargent une manifestation pacifique d'Algériens. Les morts se comptent par dizaines. On retrouve des cadavres dans la Seine. La police vient d'écrire une des pages les plus sanglantes de l'histoire de France.

CE JOUR-LA

17 octobre 1961. Au lendemain de l'échec du putsch d'Alger (22/25 avril), le putsch des généraux, les négociations entre le gouvernement français et le gouvernement provisoire de la République Algérienne se sont ouvertes en mai 1961. En Algérie, l'OAS se déchaîne, entraînant une notable partie des Français qui ne peuvent accepter de regarder un Arabe comme un égal, qui ne peuvent accepter la marche de l'Algérie vers l'indépendance. Et maints signes avant-coureurs apparaissent de la contamination de la métropole. Les compléments sont nombreuses entre l'Etat gaulliste, engagé pourtant dans le processus de négociation, l'Etat qui vient de mater le putsch, et les forces externes ou internes au gouvernement, qui déchaînent les violences racistes. Où va-t-on ? Qui peut jurer, en cet automne 1961, que les accords d'Evian seront signés quelques mois plus tard, et que la plus honteuse de nos guerres coloniales va bientôt se terminer par la reconnaissance officielle de ce pourquoi seront morts un million d'Algériens ?

Voici donc **Octobre à Paris**, dont, avec le soutien du Comité Maurice Audin et la participation de ses cinéastes, Jacques Panigel a immortalisé le souvenir dans un film que la télévision nouvelle s'honorera de montrer : un film tourné clandestinement bien sûr, et sans autres moyens que ceux de la militance.

LA BATAILLE DE PARIS A COMMENCE

Octobre s'ouvre sur une décision du Préfet de Police, Maurice Papon (on a tout récemment évoqué son comportement sous l'occupation) : le couvre-feu est imposé à Paris aux Algériens, rendus collectivement responsables d'actes réels, mais grossis et multipliés par une presse déchaînée, de **L'Aurore à France Soir** et au **Parisien Libéré**, journaux de masse en ces années. La bataille de Paris a commencé. Et la chasse au faciès, certes ancienne, se déploie dans les quartiers du Nord et de l'Est de la capitale, de la Goutte d'Or à Belleville. Le F.L.N. appelle alors, pour la première fois, les tra-



vailleurs algériens et leurs familles à manifester en masse au cœur de Paris. A 18 heures, le 17 octobre, les Algériens, au lieu de rejoindre leurs petits hôtels miteux ou leurs bidonvilles, se rassemblent, avec femmes et enfants, sur les pavés de la capitale. Les consignes données par les militants ont été rigoureusement suivies : ni bâton, ni pancarte, ni couteau. La plus pacifique des manifestations. Et la plus silencieuse. Combien étaient-ils ? Un chiffre est généralement admis : trente mille, soit 15 % de l'ensemble de la communauté algérienne de la région parisienne. J'avais quitté ce soir là le lycée où j'enseignais et je militais alors, pour assister, dans l'angoisse, à ce déploiement de courage. La police matraquait depuis longtemps les manifestations françaises contre la guerre : nous étions nombreux à avoir eu, un jour ou l'autre, le crâne ensanglanté. Qu'allait-il donc se passer en ce jour où, pour la première fois, les Algériens occupaient la rue ? Leurs groupes étaient partout, en colonnes, de Neuilly au pont du

Château, au pont Saint-Michel, sur les boulevards même. Pas un cri, des jeunes et des vieux, et des femmes tenant leurs enfants à la main. Protection ? O dérision... Je suis arrivée au moment où Kagan, le photographe du MRAP, enregistrerait à toute vitesse, sur sa boîte à images, le matraquage, à terre, d'une femme. Les cris de douleurs cette fois percent le silence. Nos cris de colère aussi, à nous témoins horrifiés et impuissants. Coupée en tronçons, la manifestation se reforme, avec ceux qui ont échappé au nerf de bœuf et aux voitures cellulaires où les blessés sont jetés les uns sur les autres.

Je n'ai pas vu pour ma part ce que des journalistes de divers bords ont rapporté les jours suivants : la fusillade au pont de Neuilly, contre une colonne qui venait de Nanterre et de Puteaux ; la trentaine d'Algériens jetés dans la Seine, vers 23 heures, près du Pont du Château. Je n'étais pas au Parc des Expositions, porte de Versailles, où on déversa les milliers d'Algériens (plus de 10 000) raflés au hasard, y compris bien sûr ceux qui n'avaient participé à aucune manifestation, mais dont le teint basané induisait le crime. Un "comité d'honneur" (20 à 30 policiers selon un soldat du contingent spectateur) les y attendait. Et les violences redoublaient contre les blessés.

"HEUREUX LES KABYLES BLONDS"

On apprit petit à petit des bribes de vérité : nul démenti ne vint les détruire. Au conseil municipal de Paris, le 27 octobre, Claude Bourdet mit en accusation le Préfet de police : une cinquantaine de morts dans la cour d'isolement de la Cité, des dizaines en présence de M. Papon. Des policiers, indignés, lui en avaient fait le récit. Combien de morts au total ? Deux, déclara le gouvernement dans un bilan manifestement truqué. Deux cents à deux cent cinquante selon d'autres sources, par

noyade le plus souvent. On ne sait toujours pas. Et lorsque, le 30 octobre, à l'Assemblée Nationale, un député modéré, Claudius-Petit, compara ce que vivaient les Français sans le comprendre, avec ce que les Allemands avaient vécu après l'avènement de Hitler, le ministre de l'Intérieur, soucieux de couvrir entièrement "sa" police, lui répondit qu'il ne disposait pas du "début d'un commencement d'une ombre de preuve". Il s'appelait Roger Frey et préside depuis quelques années le Conseil Constitutionnel.

"Heureux les Kabyles blonds", avait dit Claudius-Petit. En effet. Les policiers continuèrent à chasser le faciès. Les comités d'intellectuels organisèrent le 1^{er} novembre de brèves manifestations de protestation. Les syndicats condamnèrent le crime et le Syndicat général de la Préfecture de Police, M. Papon. Mais nulle grève, aucun rassemblement de masse. La gauche sera pourtant capable d'organiser quelques mois plus tard, le 13 février 1962, après Charonne — Charonne, un nom passé dans l'histoire — une immense manifestation lors des obsèques des huit morts. En octobre, rien. C'était la même police pourtant, et le même pouvoir. Alors, pourquoi ? Ainsi réagissons-nous alors, conscients de ce que le racisme, ou tout au moins la passivité devant le racisme, commençait à gangrener la société française. On peut aujourd'hui, sans doute, porter un jugement plus "historique" : le silence total si vite jeté sur le 17 octobre 1961 ne traduit-il pas un sentiment poignant de culpabilité collective ? Il a pu contribuer, avec la force du refoulé, à favoriser, en février 1962, les retrouvailles des organisations de masse et la volonté de faire face à la fascination d'une partie notable de l'appareil d'Etat. Sans doute. Il reste qu'aucune étude sérieuse n'a été consacrée au massacre des Algériens et que le film "Octobre à Paris" n'a toujours pas été présenté en circuit commercial. Cette journée appartient pourtant à notre mémoire.

Madeleine REBERIOUX

"A CHAUD" ET "A FROID"

Les journalistes inventeront deux expressions pour qualifier ces journées d'horreur qui ensanglantèrent le pavé du Paris populaire, le 17 octobre 1961 : les "violences à chaud" et les "violences à froid".

Les "violences à chaud" ont duré la nuit du 17 au 18 octobre. M. Pierre Berger a décrit dans le journal, aujourd'hui disparu, "Démocratie 61", le spectacle qui s'est offert à ses yeux ce soir-là, en ces termes : "Nos fenêtres donnent sur la rue de Lille et le boulevard Saint-Germain. C'est devant nos fenêtres qu'un peloton de C.R.S. et un groupe d'agents, matraques à la main, ont barré la rue de Lille. Venant dans l'autre sens, une cinquantaine de musulmans se sont avancés vers le boulevard Saint-Germain. Ces hommes marchaient tranquillement. Ces hommes scandaient à voix presque basse les mots d'ordre qui signifiaient leur raison d'être dans la rue. Tout à coup, les C.R.S. et les agents ont foncé. La charge a été brève. Les forces de l'ordre ont plaqué, au mur de la rue, les manifestants. Puis ensuite, ils ont frappé à coups de poing, à coup de crosse, à coups de pied. Les agents avaient mis revolver au poing. L'un d'eux a tiré. Pour moi, ce fut l'heure de la honte."

Des faits de ce genre, on en a recensé plusieurs dizaines, cette nuit-là. Ici, des civils désignent aux policiers les endroits où des Algériens se sont cachés. Là, la police interdit aux infirmiers de porter secours à des hommes blessés par balles et agonisant. Plus loin, elle mitraille la foule pacifique.

UN "REMAKE" DE LA RAFLE DU VEL'D'HIV

Les "violences à froid" ont caractérisé la période qui a suivi la répression de la manifestation. 14 000 Algériens (la moitié des manifestants donc) ont été arrêtés le 17 octobre et conduits, à bord de bus de la R.A.T.P. réquisitionnés à cet effet, vers des édifices assez vastes pour les contenir tous, à savoir le Palais des Sports, la caserne de la Cité, les halls du Parc des Expositions et le centre de tri de Vincennes. Un "remake" de la rafle du Vel'd'Hiv et une préfiguration de l'internement, dans le stade de Santiago du Chili, des partisans d'Allende.

Un jeune soldat a raconté ce qu'il a vu et entendu dans un de ces centres. "C'est maintenant, dit-il, le tour des hommes. Ça commence. Mains sur la tête, un par un, ils s'apprêtent à descendre. A la porte, un policier les attend : coups de matraque, crocs-en-jambe. Les moins chanceux tombent brutalement sur le ciment. Ils sont relevés à coups de crosse, de pied... Nous entrons dans le hall d'exposition. Là, nous sommes aux premières loges. Le matraquage continue. Un Algérien descend, il tombe. On le redresse à coups de poing, de crosse, de pied. Il avance malgré tout. On le fouille. A l'infirmier, on devra lui faire des attelles. Il a le tibia et le péroné

brisés, le bras cassé. Un autre tombe devant le car. Tous les autres passent sur lui. L'un a une fracture du rocher. Il mourra seul dans un coin. L'autre a la joue ouverte, on voit ses dents. Certains sont méconnaissables par les coups reçus avant d'arriver. On n'épargne personne : jeunes ou vieux. Tous débarquent comme le bétail à la Villette. ("Témoignage Chrétien" du 27 octobre 1961).

"Les individus appréhendés, ajoute un autre témoin, sont restés deux jours ou plus, debout ou accroupis sur leurs talons. Plus de la moitié étaient gravement blessés." Faute de soins, sous-alimentés, de nombreux Algériens mourront. D'autres disparaîtront purement et simplement et ne sortiront pas vivants de ces centres. A Gennevilliers, le Secours Populaire, après recensement, déclare que, sur 8 000 Algériens résidant dans la localité, 3 000 ne sont pas rentrés chez eux. A Stains, au foyer d'immigrés, il ne reste au début de novembre que 15 adultes sur... 550. A Saint-Denis, on compte 170 disparitions. Dans un bidonville de Nanterre les manquants sont au nombre de 9. Où étaient passés les disparus ? Selon M. Terrenoire, député alors, sur les 14 094 Algériens internés le 17 octobre, 11 094 avaient été relâchés le 26 octobre, 2 000 étaient retenus pour vérification. Le millier restant aurait été renvoyé en Algérie.

LA RIPOSTE REPRIMEE

Ce décompte laisse rêveur. Les jours suivants, en aval de Paris, on découvre flottant sur la Seine ou immergés au fond, des dizaines de cadavres d'Algériens. Les hommes ont le visage tuméfié ; d'autres ont été tués d'une balle dans la nuque. Quelques-uns sont ficelés. 35 corps sont repêchés à Nanterre, au même endroit.

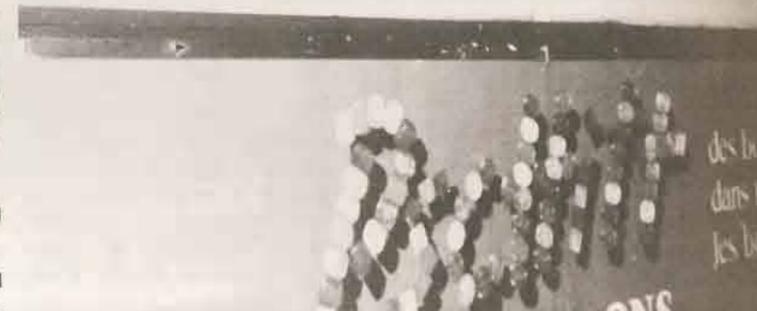
Un Algérien a expliqué à un journaliste de "France Soir" comment les choses se passaient : "Il était 11 heures du soir, près du pont du Château. Une trentaine d'Algériens sont ramassés. Roués de coups, ils sont jetés dans la Seine, du haut du pont, par les policiers. Une quinzaine d'entre eux ont coulé. D'autres essayaient de regagner le bord. Mais les agents tiraient dessus. Combien ont pu s'en sortir ? Impossible à dire. Nous sommes restés trois heures dans l'eau. Finalement une péniche nous a repêchés". D'autres cadavres sont retrouvés dans les bois de Vincennes et de Meudon. Combien d'Algériens ont été tués le 17 octobre et les jours suivants ? Officiellement, l'action des forces de l'ordre aurait causé la mort de quatre personnes, toutes algériennes, aucun tué n'étant relevé dans le camp des policiers. En réalité, et bien qu'il soit impossible de donner un chiffre précis, le nombre des morts devrait se situer entre cent et trois cents.

La riposte au massacre a eu du mal à s'organiser. A cela deux raisons principales : les silences de la "grande" presse et la répression du Pouvoir. Des manifestations du Parti communiste, notamment le meeting appelé à la Mutualité, sont interdits. Seul le MRAP parvient à organiser le sien, salle Lancry, le 8 novembre suivant. Plus de 2 000 personnes y participent, après avoir franchi les barrages policiers dans le quartier en état de siège.

Le 11 novembre, à l'appel du MRAP, des centaines de gerbes sont déposées, près de la Bastille, devant la plaque à la mémoire des Algériens morts dans les combats pour la libération de Paris.

20 ans ont passé, mais le souvenir de ces journées tragiques demeure. Le comité du MRAP de Marly-le-Roi a décidé de briser le mur du silence qui enveloppe encore ces événements en produisant un film vidéo constitué de photos de l'époque et de témoignages de manifestants. On peut se le procurer au siège du mouvement (89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : 806.88.00).

KAGAN



KAGAN

